



IMPACT DE COVID-19 SUR LES LES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES

APPEL A UNE ALLIANCE MONDIALE POUR SOUTENIR LES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES

JUIN 2021

Ce rapport a été révisé et validé par une série d'organisations de défense des droits des femmes, notamment celles du Sud qui ont répondu à l'enquête et les organisations alliées du Nord Global.

Cette publication est protégée par des droits d'auteur mais le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Le détenteur des droits d'auteur demande que toute utilisation de ce type soit enregistrée auprès de lui à des fins d'évaluation d'impact. Pour toute autre copie, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation doit être obtenue. Pour de plus amples informations sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courriel à : deborah.simpson@oxfam.org.

Photo de couverture : Portrait de Toyoba Khatun* devant sa tente dans le camp de réfugiés rohingyas. Elle est l'une des bénéficiaires du dispositif de lavage sans contact fourni par Oxfam. Avec d'autres membres de sa communauté, elle se lave régulièrement les mains avec cet appareil pour lutter contre le coronavirus. Camp de réfugiés rohingyas, Cox's Bazar, Bangladesh.

*Nom modifié pour protéger l'identité
Crédit : Fabeha Monir/Oxfam GB

CONTENTS

03 RÉSUMÉ EXÉCUTIF

05 MÉTHODOLOGIE

06 PRINCIPALES CONCLUSIONS

Financement et ressources

Réduction de l'accès aux espaces de décision

Problèmes opérationnels

Santé mentale et impact social

08 PRESSION CROISSANTE SUR LES ORGANISATIONS DE DROITS DES FEMMES

Violence fondée sur le genre et violence à l'égard des femmes et des filles

Santé et droits sexuels et reproductifs et santé mentale

Moyens de subsistance, pauvreté des femmes et justice économique

Ressources organisationnelles

10 RECOMMANDATIONS

Partenariats équitables et féministes

Financement de secours immédiat et facilement accessible

Ressources institutionnelles durables et essentielles

Engagements à long terme en faveur de l'autonomisation et de la création de mouvements

Leadership de l'Alliance mondiale pour les organisations de défense des droits des femmes en matière de justice de genre.

IMPACT DE COVID-19 SUR LES LES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES



SOMMAIRE

Dans le contexte de la pandémie COVID-19¹, Oxfam a mené une enquête mondiale rapide avec ses partenaires et alliés du secteur des droits des femmes afin de comprendre l'impact de cette crise sanitaire mondiale sans précédent sur les organisations et réseaux féministes² et de défense des droits des femmes, ainsi que sur les communautés avec lesquelles ils travaillent.

Il ne faisait aucun doute, au début de cette recherche, que les réponses ne seraient qu'un aperçu de l'étendue réelle de la situation désastreuse du secteur. Les organisations à la pointe de la lutte pour la justice de genre - en particulier celles du Sud - ont toujours été les plus sous-financées, malgré les engagements

croissants des donateurs dans la lutte contre l'inégalité de genre³.

Les fortes retombées d'une pandémie mondiale sur les organisations de défense des droits des femmes (ci-après dénommé par l'acronyme anglais WRO – Women's Rights Organisations) n'ont pas été une surprise et nous avons vu notre hypothèse de diminution des ressources financières et de fermeture d'organisations tristement confirmée;

33 % ont dû licencier entre 1 et 10 membres tandis que 9% des organisations ont été confrontées à une fermeture.

Cette réaction est survenue huit mois après le début de la pandémie et des fermetures,

il est donc très probable que ce nombre ne fera qu'augmenter à mesure que la situation se poursuivra.

Cependant, nous avons également constaté des résultats inattendus de nos recherches. Le résultat le plus surprenant a été la préoccupation quasi unanime de ne pas pouvoir accéder aux espaces de décision et d'élaboration des politiques - que ce soit en raison de restrictions de voyage, de la fermeture de l'espace civique ou du fait de ne pas être considéré comme un partenaire dans la réponse à la pandémie mondiale. Cela montre clairement la nécessité d'une feuille de route pour ceux qui travaillent dans ce secteur, en vue d'un modèle de partenariat et d'un système de soutien plus équitable, portant à la fois sur les ressources financières et sur l'espace politique et civique.

Ces conclusions constituent un appel clair et fort, non seulement pour une augmentation du financement de base et durable, y compris le financement institutionnel, afin de préserver le secteur qui a été au cœur des avancées en matière d'égalité des sexes et de société pendant des décennies, et de prévenir tout nouveau recul en matière d'égalité des sexes mais une demande sans équivoque pour un meilleur partenariat et une meilleure représentation et une participation significative des organisations et de leurs membres à la prise de décision à tous les niveaux.

Il s'agit d'un message retentissant adressé aux donateurs, aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales internationales partenaires et à tous ceux qui comptent sur les organisations de défense des droits de la femme pour

préserver les acquis en matière d'égalité entre les sexes, pour que des engagements mondiaux et collectifs soient pris en vue de mettre en place une solution pratique et durable.

Par conséquent, étant donné l'impact disproportionné de cette pandémie sur les femmes et leurs communautés, les principales recommandations de cette recherche tracent la voie vers un engagement mondial visant à faire de la place - et à fournir le soutien et les ressources de base adéquats - aux organisations de défense des droits des femmes pour qu'elles jouent un rôle de premier plan dans toute décision relative au rétablissement de COVID, et dans les partenariats pour la programmation et la définition des politiques. Ceci est de la plus haute importance car le monde se trouve à un moment critique, avec des transformations importantes et rapides de nos modèles politiques, sociaux et économiques. Les organisations féministes et de femmes, qui sont reconnues comme centrales dans l'espace civique par leur présence, leur diversité, leur dynamisme et leur capacité de proposition, doivent être présentes aux tables de décision.

MÉTHODOLOGIE

L'enquête a été menée en quatre langues (anglais, français, espagnol et arabe) et diffusée dans toute la Confédération Oxfam, ainsi qu'aux réseaux d'alliés extérieurs. Au total, 248 organisations ont répondu à l'enquête⁴; cependant, une fois les données analysées - sur la base de la question d'auto-identification en tant que WRO et de l'adhésion à la définition utilisée - le nombre final de WRO était de 222.

L'enquête a mis en évidence que les organisations sont affectées par la pandémie dans quatre domaines clés: accès réduit aux espaces de décision, financement et ressources, problèmes opérationnels et logistiques, et santé mentale et impacts sociaux. En prenant les réponses de l'enquête dans leur ensemble, nous avons constaté que la majorité des organisations percevaient un défi tout aussi important lié à l'incapacité d'accéder aux espaces de décision et d'élaboration des politiques en raison des restrictions de déplacement ou du rétrécissement de l'espace civique, au fait de ne pas être considéré comme un partenaire clé dans la réponse et le rétablissement, et en raison des restrictions de financement et des difficultés financières. Les changements apportés à leurs sources de financement et à leurs budgets de fonctionnement ont rendu difficile la satisfaction des besoins croissants, immédiats et à long terme, des communautés, alors qu'elles s'efforcent de s'adapter à une nouvelle réalité de travail à distance.

Les organisations consultées ont noté que cette situation est particulièrement préoccupante dans le contexte actuel. Elles ont fait remarquer que les communautés qu'elles servent sont confrontées à des défis plus larges liés au genre, tels que l'augmentation de la violence sexiste, la difficulté d'accès aux soins de santé, en particulier la santé reproductive, la sécurité alimentaire, le revenu et la protection sociale. Les organisations ont souligné combien il est important de construire des structures organisationnelles durables et résilientes qui résisteront à la crise et favoriseront une transformation féministe des modèles économiques et sociaux alignés sur le genre et la justice climatique.

LES PRINCIPAUX DÉFIS

Un examen des principaux défis et lacunes que les organisations ont rencontrés à la suite de COVID-19 a révélé quatre grands thèmes .

1. FINANCEMENT ET RESSOURCES

Une majorité de répondants (60 %) ont cité un manque de financement ou de personnel pour maintenir les opérations ou répondre aux besoins de la communauté, tandis que 25 % ont spécifiquement mentionné le défi de détourner leurs propres ressources et installations pour soutenir une réponse sanitaire plus large. En réponse à la question de savoir si les organisations avaient subi une baisse de leur budget depuis le début de la pandémie, 26 % des répondants ont déclaré avoir subi une baisse de 25 à 50 %. Vingt organisations (9 %) ont dû faire face à une fermeture complète. Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient les lacunes et les changements révélés par la pandémie, beaucoup ont décrit les problèmes de financement et de ressources, tels que "la nécessité de diversifier le financement au cas où les donateurs se retireraient brusquement en raison de la pandémie". Quelques organisations ont mentionné le besoin de changer la manière dont le financement est alloué, par exemple pour "étendre le nombre de jours de formation/atelier afin d'éviter les rassemblements de nombreuses personnes", et pour traiter les problèmes sous-jacents qui sont exacerbés par les blocages tels que "la montée de la violence contre les femmes et les filles [qui a] augmenté notre budget pour répondre à leurs besoins".



Ana Dario est très heureuse de sa nouvelle robe. Elle aime la mode et elle est très triste d'avoir perdu tous ses vêtements dans le cyclone. "Notre maison s'est effondrée sur tous nos biens". Micas Mondlane / Oxfam Novib

2. RÉDUCTION D'ACCÈS AUX ESPACES DE DÉCISION

Un nombre presque égal de répondants (59%) a noté qu'un des principaux défis était que les restrictions de voyage rendaient difficile l'accès aux principaux espaces politiques et décisionnels. Par exemple, les répondants ont noté qu'il y a une "incapacité à se rendre sur les sites où vivent les jeunes femmes dans les zones vulnérables", ni à "amener les jeunes femmes dans les espaces politiques, en particulier les espaces en ligne". Dans le même temps, il y a un "manque de ressources pour mobiliser et organiser les jeunes femmes"; révélant à plus long terme "la nécessité de trouver un moyen de collaborer avec d'autres parties prenantes pour retrouver un soutien, des services et défendre les groupes vulnérables directement et indirectement". Au-delà des défis logistiques liés à l'accès aux principaux espaces politiques et décisionnels, 33 % des personnes interrogées ont également indiqué qu'elles ne sont pas invitées à prendre part à ces conversations car elles ne sont pas perçues comme des acteurs clés dans les efforts de réponse et de rétablissement. Il en résulte un manque de réactions à la pandémie qui soient sensibles au genre et centrées sur les femmes. Par exemple, une personne interrogée a noté: "Tant que nous sommes dans le domaine des soins de santé, nous ne sommes pas considérés comme des services essentiels. On diagnostique des cancers du sein chez les femmes, même pendant la pandémie. Ces femmes ont besoin de solutions d'estime et d'autres interventions que nous sommes habitués à fournir".

3. PROBLÈMES OPÉRATIONNELS

De nombreuses organisations ont fait état de difficultés opérationnelles liées à COVID-19, 49 % d'entre elles citant un manque de soutien logistique et administratif solide (c'est-à-dire d'espace pour travailler, de connexion Internet et de mobilité), 39 % une diminution de la productivité et 33 % des licenciements d'employés. Plusieurs répondants ont noté que la mise en œuvre du programme a dû être modifiée en raison de la pandémie, avec "une réduction des visites de surveillance en raison des restrictions de voyage", alors que le personnel a dû "adopter le travail à domicile comme alternative au travail physique habituel au bureau". Plusieurs ont souligné les lacunes technologiques et la nécessité de mettre en place d'autres dispositifs qui permettraient de garantir "la capacité du personnel au travail et à la maison".

4. SANTÉ MENTALE ET IMPACT SOCIAL

La santé mentale et les luttes sociales sont également apparues comme des défis pour les organisations, et les personnes qui y travaillent. Les répondants ont souligné la demande croissante à l'égard de leurs organisations et de leur personnel avec moins de ressources, 37 % d'entre eux mentionnant les problèmes de santé mentale et l'épuisement professionnel du personnel et 35 % les responsabilités liées aux soins des enfants et de la famille et 37 % les problèmes de santé mentale et l'épuisement professionnel du personnel.

Les répondants ont identifié le besoin de "renforcer et d'augmenter les conseils psychosociaux" et d'aborder les questions sociales et émotionnelles telles que "le travail de soins non rémunéré [des femmes]" et "le manque de politiques de soins individuels et collectifs pour les travailleurs des ONG". Tout cela a un effet, également sur la durabilité de ces organisations et sur leur capacité à maximiser l'impact sur l'égalité entre les sexes dans leurs domaines de travail et leurs communautés.

PRESSION CROISSANTE SUR LES ORGANISATIONS DE FEMMES EN RAISON DE L'IMPACT SEXOSPÉCIFIQUE DE LA PANDÉMIE

Au-delà des défis que COVID-19 a posés pour les opérations organisationnelles, la programmation et la mission, les répondants ont également noté des impacts plus larges de COVID-19 qu'ils considèrent comme affectant les communautés avec lesquelles ils travaillent. Il s'agit notamment de ce qui suit.

1. La violence sexiste et la violence à l'égard des femmes et des filles

Augmentation de la violence fondée sur le sexe: De nombreux répondants ont noté que la pandémie a augmenté les incidents de violence liée au sexe, laissant les femmes et les filles plus vulnérables et ayant un besoin accru d'un "espace sûr". C'était un résultat attendu, compte tenu des rapports mondiaux sur la "pandémie fantôme"⁵ de violence contre les femmes et les filles. En réponse à cette crise humanitaire mondiale, certains répondants ont demandé

instamment un soutien aux survivants et des "mesures de protection sociale" soient prises en compte dans les plans de relance ou d'intervention qui "reflètent une compréhension de la situation particulière des femmes et la reconnaissance de l'économie des soins", ainsi que l'intégration de ces mesures de protection sociale dans les stratégies à long terme des organisations.

2. Santé et droits sexuels et reproductifs et santé mentale

La difficulté de l'accès aux soins de santé:

Les systèmes de santé étant sollicités aux quatre coins du monde, et les ressources étant détournées vers la lutte contre la pandémie, les femmes, les filles, les adolescents, les personnes LGBTQIA2S+ et les personnes handicapées sont particulièrement exposées à un risque d'accès limité à des services de santé uniques⁶. Les répondants à l'enquête ont fait part de leurs craintes concernant "le manque de services de santé génésique, de nourriture et de kits d'hygiène, l'augmentation des violences liées au sexe et des mariages d'enfants", "les fermetures d'écoles qui exposent les adolescentes à des grossesses d'adolescentes" et la crainte que "les femmes soient exclues de l'accès au vaccin COVID-19". Tous ces phénomènes s'inscrivent dans une perspective intersectionnelle, les femmes et les jeunes filles racisées et rurales vivant dans la pauvreté étant plus exposées à ces effets négatifs.

Les défis à long terme en matière de santé mentale: Dans toutes les géographies et les langues, les répondants ont souligné la nécessité de traiter la santé mentale et l'épuisement professionnel à long terme, y compris la nécessité d'une « surveillance de la santé mentale », en « soutenant les personnes qui ont perdu leur travail en raison de la pandémie, tant sur le plan de la santé physique que mentale » ; et « Faire face au stress mental dû à COVID-19 » La charge mentale liée au manque d'accès aux soins de santé, aux revenus, à la charge du travail de soins est encore une fois disproportionnée pour les femmes et les filles racisées et celles issues de communautés pauvres.

3. Ressources organisationnelles

Distribution financière: 56 des 222 organisations ont répondu qu'elles devaient réorienter leurs ressources et leurs installations pour soutenir la réponse sanitaire au sens large. Cependant, étant donné que le lobbying pour le financement de base reste l'un des principaux éléments de la défense du financement féministe, il y a déjà une pénurie de donateurs qui fournissent un financement de base pour la survie future. Par exemple, les répondants ont noté que "le financement des subventions d'urgence devrait être une composante des accords de financement des projets/programmes pour un retrait immédiat [retrait] si nécessaire"; qu'il a été nécessaire de "réaffecter le budget à la réponse de COVID, ce qui a entraîné la paralysie d'autres services de santé, en particulier ceux dont les femmes et les enfants ont besoin"; et que "l'intérêt et le soutien des donateurs [ont été] détournés/changés". L'accès à la

technologie et la formation ont occupé une place importante, ce qui n'est pas surprenant étant donné la forte dépendance aux plateformes et au travail virtuels à cette époque. Les répondants ont noté que "l'accès à l'espace numérique détermine la qualité de vie" et qu'ils ont besoin "d'un soutien technique et de ressources pour la planification stratégique".

La préparation aux futures situations d'urgence a également été au cœur des préoccupations de nombreux répondants qui ont fait remarquer que COVID-19 ne sera pas le seul défi que les OMR devront relever dans les années à venir. En conséquence, ils ont suggéré que nous devons collectivement "Développer des outils d'urgence et des réponses culturellement adaptés à la gestion des crises avec un modèle de mise en œuvre", et donner la priorité à "la formation à l'intervention et à la réponse à distance".

BÂTIR UNE ALLIANCE MONDIALE

RECOMMANDATIONS

COVID-19 et les crises auxquelles nous sommes tous confrontés ont fourni une ouverture clé pour le travail de transformation sur la justice de genre. Nous sommes à un tournant; nous pouvons soit avancer vers un nouveau territoire audacieux de transformation significative pour les femmes et les personnes LGBTQIA2S+, et pour les sociétés dans leur ensemble, soit voir la justice de genre reculer de 25 ans⁷, dans le cadre d'une montée et d'un renforcement plus large de l'autoritarisme et les idéologies et systèmes favorisant l'inégalité et l'exclusion entre les sexes et sur le plan socio-économique.

Les recherches ont montré que les gains en matière d'égalité des sexes sont largement perdus après un conflit ou après une crise, car la société se concentre sur le passage à la « construction d'une nation » plus verticale et plus traditionnelle dans son ensemble. Lorsqu'une société parvient à éviter cet écueil, c'est grâce à la présence de mouvements forts et unifiés de défense des droits de la femme, qui soutiennent les besoins croissants des populations vulnérables pendant et après la crise, et influencent à leur tour l'opinion publique et les décideurs⁸.

Les organisations et les acteurs des droits des femmes et du féminisme dans le monde entier sont confrontés à de graves défis et luttent pour poursuivre leur travail ou même



Fatoumata Tangara, 14 ans, sourit en tenant un mégaphone qu'elle utilise pour faire campagne en tant que pair éducateur. Elle dit que lorsqu'elle sera adulte, elle veut continuer à plaider contre le mariage des enfants et travailler au sein de sa communauté. Crédit : Laeïla Adjovi/Oxfam Novib

rester actifs. Les communautés dépendent de ces organisations pour soutenir l'inclusion économique, sociale et politique et la justice dans des domaines aussi divers que les moyens de subsistance, la protection contre la violence ou l'accès à l'information et au soutien. Elles sont aussi souvent les premières à réagir aux crises.

On ne saurait trop insister sur les conséquences mondiales de la perte ou de l'affaiblissement des organisations et réseaux de femmes. C'est pourquoi nous proposons les recommandations suivantes aux décideurs politiques et aux donateurs, ainsi qu'aux autres organisations de ce secteur qui collaborent avec les organisations de défense des droits des femmes et comptent sur elles dans leur travail.

UN PARTENARIAT ÉQUITABLE ET FÉMINISTE

La relation entre les organisations et gouvernements du Nord global et les WROs dans le sud global demeure descendante. Les relations entre donateur-bénéficiaire comportent des pratiques et des diktats coloniaux qui ne témoignent pas d'une compréhension du contexte local dans lequel les OMR opèrent. Les donateurs - en particulier les gouvernements et les fondations mais aussi les organisations non gouvernementales internationales (ONGI) - doivent s'orienter vers un modèle de partenariat plus équitable qui respecte l'autonomie et la voix des OMR partenaires, ainsi que leurs capacités à fournir des programmes et de l'aide en fonction des besoins de leurs communautés. Concrètement, cela signifie que les ONGI, les fondations et les gouvernements du Nord

doivent adapter leurs propres bureaucraties et modèles de fonctionnement pour répondre aux besoins de financement et de capacités flexibles du BRM, et non l'inverse comme c'est le cas actuellement. Dans le contexte de cette pandémie, selon les personnes interrogées, l'accès à tous espaces pertinents de prise de décision et de définition des politiques (y compris virtuels) - est devenu une notion encore plus privilégiée, dans laquelle les décideurs et les responsables gouvernementaux organisent des réunions à huis clos qui excluent la société civile.. Les WROs doivent être reconnues et constamment promues en tant que détenteurs de connaissances et d'expériences vécues, et leurs partenaires - que ce soit au sein du gouvernement ou des ONGI - doivent prioriser ces connaissances dans les espaces de décision et d'élaboration des politiques. Concrètement, cela peut signifier la mise en place de ressources dans des projets et des partenariats qui permettent aux membres des WROs d'être présents physiquement ou virtuellement, le cas échéant dans pratiquement tous les contextes où sont prises des décisions relatives au financement, aux politiques et à l'influence sur la justice en matière de genre.

En termes de réponses quant à ce que le secteur doit changer afin d'aborder la question des partenariats féministes, certaines organisations ont introduit les propositions suivantes:

- "Créer un espace pour les individus et les groupes sociaux directement concernés afin qu'ils puissent raconter leur histoire et partager leurs luttes. Promouvoir l'inclusion et la représentation des personnes travaillant dans les organisations de base et reconnaître leur participation. Ouvrir des espaces permettant aux individus de parler par eux-mêmes et non à d'autres qui parlent au nom de..."
- "Faciliter la coopération entre les institutions officielles et les ONG qui fournissent des services aux victimes de la violence liée au sexe".
- "Renforcer la coordination entre l'État et la société civile afin que les femmes ne soient pas surchargées".

UN FINANCEMENT DE SECOURS IMMÉDIAT ET FACILEMENT ACCESSIBLE

Selon une enquête canadienne sur l'impact de COVID sur le secteur des droits des femmes domestiques⁹, 39% des organisations de femmes ayant répondu ont indiqué qu'elles n'avaient pas pu accéder à un financement gouvernemental car leur travail et leurs besoins ne répondaient pas aux critères de financement, ce qui met en évidence une défaillance structurelle systémique des bailleurs de fonds. Fonctionnant déjà avec des budgets très serrés, la charge administrative supplémentaire de ces programmes, combinée à la demande accrue de services, rend ces programmes de prestations hors de portée. Il existe donc un besoin de fonds de secours immédiats et facilement accessibles. Comme le montre cette enquête mondiale, les mêmes problèmes se

posent:

- "[Les défis] de traiter avec les organismes de financement en termes de manque de flexibilité et aussi d'arrêt du financement".
- "1. la modalité de mise en œuvre a changé (activités de terrain annulées) 2. La priorité du gouvernement a changé (le projet de loi sur la lutte contre la VFF n'a pas pu être adopté) ; les travaux connexes doivent donc être annulés 3. L'intérêt des clients/donateurs a changé".
- "Assistance technique pour une meilleure participation de l'Association aux cycles de négociations et à la rédaction des projets de subventions du Fonds mondial. Besoin de financement pour soutenir le personnel technique impliqué dans la conception des projets".

DES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES DURABLES ET ESSENTIELLES

Nous suggérons d'augmenter la proportion du soutien financier à long terme, de base et flexible, fourni directement aux WROs locales, afin de soutenir un changement significatif et transformateur pour l'égalité des sexes. En plus des ressources financières, il est nécessaire de fournir des délais prolongés, d'un soutien en ressources humaines et d'un accompagnement ou d'un soutien logistique pour prévenir l'épuisement professionnel et créer un espace permettant aux membres de se concentrer sur l'exécution des programmes et l'élaboration des politiques.

En outre, le cofinancement par certains donateurs doit être éliminé, en particulier à l'heure actuelle, étant donné l'incapacité de nombreuses organisations locales basées dans le Sud à répondre à cette exigence. Plus concrètement, comme l'ont déclaré certains répondants:

- "Modifier les critères de financement et inclure la couverture des dépenses de base ; les petites ONG et les OSC sont la plupart du temps celles qui créent un changement positif direct sur ces questions et la plupart du temps ne répondent pas aux critères des fonds des agences des Nations unies et des autres donateurs, ou le fait de ne pas couvrir les frais administratifs implique pour elles de ne pas pouvoir demander de fonds".
- "Renforcement des capacités, numérisation des activités, augmentation du soutien technique, du financement des matériaux, sécurité des femmes, connexion Internet, ressources humaines compétentes pour la communication sur les médias sociaux, besoin de graphistes car 80% des activités sont devenues virtuelles, etc.
- "Faible responsabilité collective en raison des ressources limitées, du manque de soutien du ministère du genre, de l'absence de réponse multisectorielle, du manque de consultation et de soutien des OSC par le gouvernement".

ENGAGEMENTS À LONG TERME EN MATIÈRE D'AUTONOMISATION ET DE RENFORCEMENT DES MOUVEMENTS

À l'heure actuelle, les pratiques de financement des donateurs et les modèles de partenariat des ONGI créent une concurrence et une division entre les

mouvements de femmes, notamment en raison de la rareté des fonds. Ici, une certaine responsabilité incombe aux donateurs et aux ONG internationales ainsi qu'aux acteurs des droits des femmes sur la scène mondiale pour faire de l'espace et supprimer les obstacles pour - comme l'a déclaré une personne interrogée - "donner aux militants locaux des droits des femmes les moyens de s'adresser avec audace aux décideurs politiques pour qu'ils mettent en place certaines mesures visant à réduire au minimum la violence domestique et la violence sexiste", entre autres.

Dans le contexte humanitaire, il est nécessaire de faire un effort concerté pour inclure les organisations de défense des droits des femmes ou les femmes leaders locales dans les réponses à toutes les crises, notamment en s'assurant que des mécanismes sont en place pour s'engager avec les femmes leaders et les organisations dirigées par des femmes afin d'informer la prise de décision humanitaire. Concrètement, cela pourrait signifier un accompagnement de pair à pair par des partenaires de la société civile plus importants et plus expérimentés pour les acteurs/organismes/réseaux informels locaux de défense des droits des femmes afin de garantir l'inclusion du transfert de connaissances et de compétences.

- "Augmentation du financement et renforcement des capacités des organisations dirigées par des femmes".
- "[Nécessité de] l'entrepreneuriat commercial et social."
- "La pandémie a révélé que les réseaux sociaux sont un moyen important de mobilisation sociale."

LEADERSHIP DE L'ALLIANCE GLOBALE DES ORGANISATIONS DE D2FENSE DES DROITS DES FEMMES EN MATIERE DE LA JUSTICE DE GENRE

Enfin, la voie proposée est de codévelopper une "alliance mondiale" multipartite sur le financement des mouvements féministes pour soutenir les WROs et faire évoluer les structures du pouvoir en leur faveur. Étant donné l'avenir de ce secteur, cette proposition devrait être considérée comme la recommandation clé à long terme pour un changement structurel et transformateur dans les secteurs du développement et de l'humanitaire, lorsqu'il s'agit d'apporter un soutien significatif à la justice pour les femmes.



Le Forum des jeunes de Nabinbaron est un groupe de 15 femmes, aux origines et aux objectifs divers, qui se réunissent et créent de magnifiques produits en jute. Crédit : Syed Tasfiq Mahmood / Oxfam Novib

FOOTNOTES

1. Plus précisément, le personnel d'Oxfam Canada, d'Oxfam Amérique et d'Oxfam International, et avec le soutien collectif de toute la communauté de la justice pour les femmes de la Confédération Oxfam
2. Pour les besoins de cette enquête, nous définissons les organisations et les acteurs des droits des femmes et du féminisme comme des organisations, des militants et des mouvements locaux et nationaux dirigés/gouvernés par des femmes, dont le mandat principal est de faire progresser les droits des femmes et la justice pour les femmes, et qui ont une approche fondée sur les droits, transformatrice et intersectionnelle. Il peut s'agir d'organisations organisées et enregistrées, mais aussi de réseaux informels de militants féministes ou de défenseurs des droits des femmes. Nous reconnaissons l'importance d'une approche transformative et d'une analyse intersectionnelle et avons donc clairement indiqué dans notre travail de sensibilisation que notre définition des droits des femmes et des organisations féministes inclut celles qui soutiennent et font progresser les droits des personnes LGBTQIA2S+, des femmes et des filles racialisées,
3. <https://www.theguardian.com/global-development/2019/jul/02/gender-equality-support-1bn-boost-how-to-spend-it>
4. 135 en anglais, 66 en espagnol, 39 en français et 8 en arabe. Veuillez noter que certaines organisations ne sont pas en mesure de s'identifier publiquement en tant que WROs, et donc un jugement a été porté sur certaines des réponses à d'autres questions, telles que l'adhésion aux principes féministes dans le travail ou le mandat de l'organisation, pour inclure ces organisations en tant que WROs.
5. <https://www.oxfam.ca/blog/the-invisible-pandemic-thats-been-years-in-the-making/>
6. <https://www.actioncanadashr.org/sites/default/files/2020-06/COVID-19%20and%20Thrive%20Agenda-ENG-v4.pdf>
7. Coronavirus et genre : L'augmentation des tâches ménagères pour les femmes fait reculer les progrès en matière d'égalité (en anglais : *Coronavirus and gender: More chores for women set back gains in equality*). <https://www.bbc.com/news/world-55016842>
8. Bop, C. (2002) dans « l'après-guerre : Les femmes dans la transformation post-conflit ». (en anglais in *The Aftermath: Women in Post-conflict Transformation*). Sheila Meintjes, Anu Pillay, and Meredith Turshen. Zed Books.
9. Menée en même temps que l'enquête mondiale, par YWCA Canada, l'Institut canadien de recherche sur les femmes (CRIAOW), la Fondation canadienne des femmes, (Girls)20 et Oxfam Canada. <https://www.oxfam.ca/news/over-half-of-canadian-womens-sector-organizations-forced-to-reduce-or-cancel-vital-services-new-survey-reveals/>

